



mardi, 6. Décembre 2016

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>LF 2017 : Les projets économiques ne seront ni gelés ni ajournés.....</i>	<i>2</i>
<i>Clôture du forum algéro-africain d'investissement.....</i>	<i>3</i>
<i>Salon national de l'innovation : Appui au développement industriel</i>	<i>4</i>
<i>Tourisme : 1.500 projets livrés d'ici deux ans à Alger</i>	<i>4</i>
<i>Le Premier ministre Belge aujourd'hui à Alger.....</i>	<i>5</i>
<i>Création d'une médiation entre l'inventeur et l'entreprise</i>	<i>6</i>
<i>Produits pétroliers: la facture des importations réduite à 1 milliard USD en 2016</i>	<i>6</i>
<i>Salon OGEX 2016: plus de 35 exposants dans le domaine de l'énergie</i>	<i>7</i>
Commerce	8
<i>Sonatrach escompte produire 5 millions de tonnes de pneumatiques</i>	<i>8</i>
<i>GSK renforce sa présence en Algérie</i>	<i>8</i>
<i>Brandt Algérie : «Nous avons le meilleur service après-vente d'électroménager»</i>	<i>10</i>
<i>MAZ Algérie : Vers la fabrication et l'assemblage de véhicules industriels en Algérie</i>	<i>12</i>
Transactions & Contrats.....	13
<i>Usine de Peugeot en Algérie : les dernières retouches</i>	<i>13</i>
Régions.....	13
<i>Un pôle d'aquaculture par excellence au Tidikelt</i>	<i>13</i>
<i>Skikda : le port d'Oued Zhor mis en exploitation</i>	<i>14</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

LF 2017 : Les projets économiques ne seront ni gelés ni ajournés

Source : El Moudjahid

«Les projets à caractère économique ne seront ni gelés ni ajournés.» C'est ce qu'a assuré le ministre des Finances, Hadji Baba Ami, lors de son intervention au Conseil de la nation, dans le cadre des débats sur le projet de la loi de finances pour 2017.

«La décision du gel de certains projets en raison de l'amenuisement des recettes financières concerne uniquement les projets non-inscrits parmi les priorités de l'heure», a déclaré le ministre.

Il explique que le but d'une telle décision est bel et bien d'orienter les ressources financières disponibles exclusivement vers la réalisation des projets à caractère économique qui ne sont, en aucun cas, dit-il, «concernés par la décision du gel, vu que leur financement sera assuré par les banques».

Le premier argentier du pays a aussi mis en avant les objectifs escomptés à travers le PLF-2017. Des objectifs en rapport avec la diversification de l'économie et la promotion de l'investissement, en application du nouveau modèle économique préconisé par le gouvernement, l'assouplissement du système fiscal et l'amélioration de son rendement, ainsi que la rationalisation des dépenses publiques et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

Ce sont là, en effet, les principaux axes qui ont inspiré l'établissement du projet de la loi de finances 2017, tels que rappelés, hier, par le ministre des Finances, M. Hadji Baba Ami, au Conseil de la nation.

Le ministre, qui répondait aux préoccupations des sénateurs quant au contenu de ce même projet de loi, adopté le mois dernier à l'APN, mettra l'accent sur le fait que le texte de loi a été élaboré suivant un encadrement macroéconomique et budgétaire inscrit à moyen terme, soit de 2017 à 2019. «Ce qui est à même de permettre d'avoir une vision plus claire en matière de dotations budgétaires et de rationalisation des dépenses au courant de cette même période de 3 années», expliquera le même représentant du gouvernement, non sans préciser que les prévisions de cette année 2016 sont également incluses dans cette nouvelle stratégie. Ce qui est gagé en outre à travers le projet de la loi de finances pour 2017, c'est aussi la consolidation des mécanismes de contrôle des prix, essentiellement des produits de première nécessité et subventionnés par l'État, et c'est là, selon Baba Ami, «une mission prioritaire des directions du contrôlé des prix relevant du ministère du Commerce».

Quant au prix référentiel de 50 dollars sur la base duquel a été établi le projet de la loi de Finances pour 2017, le premier argentier du pays a tenu à signaler que celui-ci a été décidé suite à des consultations avec des experts et des institutions internationales expérimentées en la matière et qui ont, selon lui, assuré à l'unisson que le prix du baril du pétrole ne connaîtra de baisse en dessous de 50 dollars pour les trois prochaines années à venir. La moyenne du cours de change prévue pour la même période est de 108 DA pour 1 dollar. Hadj Baba Ami a souligné en outre qu'en dépit de la baisse de 60 milliards de dinars de la masse salariale, il est prévu, dans le nouveau projet de loi, la création de nouveaux postes budgétaires, notamment dans le secteur de l'Éducation (6.000), de la Santé (4.000), ainsi que 225 postes contractuels au niveau des consulats algériens basés à l'étranger et qui seront créés

spécialement pour la confection des passeports biométriques.

Les transferts sociaux enregistreront, ainsi, une baisse de 11,4% en 2017, par rapport à 2016, pour atteindre 1.630,8 milliards de DA (8,4% du PIB). Les disponibilités du Fonds de régulation des recettes (FRR) ont atteint 740 milliards de DA, fin juin dernier, suite à des prélèvements évalués à plus de 1.333 milliards de DA et consacrés à la couverture du déficit budgétaire au cours du premier semestre de l'année.

Les présidents des groupes parlementaires ont appelé à trouver d'autres options pour combler le déficit budgétaire

Pour leur part, les présidents des groupes parlementaires du Conseil de la nation ont affirmé au cours de la séance de la matinée, que les dispositions du texte de loi de finances pour 2017 interviennent dans une conjoncture économique particulière, appelant à trouver d'autres options pour combler le déficit budgétaire, à promouvoir la diversification de l'économie et à améliorer le recouvrement fiscal au lieu d'introduire de nouvelles taxes.

Lors d'une séance plénière présidée par M. Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation, en présence des membres du gouvernement, les intervenants ont souligné que les dispositions du texte de loi visent à renforcer l'économie et à établir l'équilibre social, appelant à la lutte contre le gaspillage, l'intégration de l'économie parallèle et à la révision de la politique de soutien de l'État.

Mohamed Zoubiri, président du groupe parlementaire du FLN, a affirmé que son parti était en faveur de ce texte de loi, ajoutant que le gouvernement doit

rechercher d'autres sources de financement, au lieu de relever les impôts.

«L'État, a-t-il dit, peut aller vers ces options en développant le système fiscal et en luttant contre le gaspillage, en procédant à l'intégration de l'économie parallèle et en revoyant la politique de soutien.

Le président du groupe parlementaire du RND, Abdelmadjid Bouzriba, a précisé, pour sa part, que le texte de loi de finances pour 2017 intervient dans une conjoncture économique internationale et nationale «très particulière», contraignant le gouvernement à s'y adapter pour faire face aux effets négatifs qui pourraient impacter l'économie nationale, en raison du recul des prix du brut.

Il a estimé toutefois que les nouvelles taxes étaient «raisonnables», et visent à soutenir la capacité de l'État à renforcer ses dépenses et à booster le développement, ajoutant qu'il y a des indices «rassurants», à travers la relance de la production locale et la maîtrise des importations concernant de nombreux produits et marchandises, notamment le ciment, le fer et les voitures.

Il souligne par ailleurs que le contenu du texte de loi tend à renforcer l'économie nationale et à asseoir l'équilibre social, en s'appuyant sur le secteur de l'industrie comme base essentielle de l'économie, tout en appelant à «rationaliser les dépenses, à accélérer la réforme fiscale, à durcir les mesures de lutte contre la corruption et à s'éloigner des options faciles comme l'endettement extérieur et le contrôle des prix sur le marché». Le président du groupe parlementaire du tiers présidentiel, El-Hachemi Djiar, a affirmé, pour sa part, que la conjoncture économique actuelle, caractérisée par l'effondrement des prix du pétrole, révèle

l'importance des enjeux qui se dressent devant l'économie nationale.

L'intervenant a appelé à la diversification de l'économie et à la révision de la politique de soutien de l'État, soulignant l'«importance de mondialiser l'activité des entreprises économiques algérienne et de sensibiliser le peuple quant aux défis de l'économie nationale».

Il a ajouté qu'il fallait un diagnostic précis de la situation économique, pour trouver une solution efficace aux problèmes économiques et sociaux.

Les membres du Conseil de la nation ont également évoqué la question des taxes, des nouveaux impôts, insistant sur la lutte contre l'évasion fiscale et l'obligation de moderniser l'Administration, et de veiller à une répartition équitable de l'aide de l'État.

Ils ont estimé important de réunir tous les mécanismes susceptibles de concrétiser un «investissement productif», à travers la réforme du domaine de façon à assurer l'«égalité des chances», outre le soutien des petites et moyennes entreprises, en levant les lenteurs bureaucratiques.

Clôture du forum algéro-africain d'investissement

Source : El Moudjahid

Le Forum africain d'investissement et d'affaires a pris fin hier. Les participants ont estimé, à l'unanimité, que ce rendez-vous était «une réussite, consacrant la renaissance d'une nouvelle Afrique». Une clôture couronnée par la signature d'une centaine d'accords d'entente entre les opérateurs algériens et leurs homologues africains.

Les hommes d'affaires des pays africains ont plaidé, à l'occasion du Forum d'investissement et d'affaires, tenu les 3, 4 et 5 décembre, en faveur de la nécessité du suivi de toutes les décisions prises. Ce forum, dont les travaux se sont déroulés au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (Alger), a été ainsi mis à profit par les nombreux participants, pour se concerter sur la question de développement de l'économie et les échanges commerciaux. Aussi, les participants ont souligné que ce Forum est une «réussite» et un rendez-vous de la renaissance d'une nouvelle Afrique, créant une réelle dynamique. «Nous avons déjà pris part aux différents forums au niveau international, mais celui d'Alger est unique en son genre, car il a permis aux participants de soulever les vrais problèmes de notre continent. Les thématiques qui ont été choisies sont également d'une grande importance», ont souligné les participants que nous avons sollicités. Tout en estimant également que l'organisation de cet événement est un signe fort de l'importance qu'accorde l'État algérien au développement du continent africain. Le vice-président de la Chambre de commerce du Mali, Mamadou Babasila, a insisté sur la nécessité de développer davantage et d'encourager les échanges entre les économies africaines via des partenariats public/privé. Il a invité les hommes d'affaires algériens à participer en masse, à l'occasion de la tenue, en 2017, d'un forum africain des Chambres de commerce qui se tiendra à Bamako. Intervenant à la cérémonie de la clôture du forum, le président du FCE, Ali Haddad, a salué les efforts consentis par le gouvernement pour la réussite de cette remontée économique continentale. «Toutes les initiatives du FCE s'inspirent de la vision clairvoyante de Son Excellence le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika., dont l'engagement pour l'Afrique est très fort», a-t-il indiqué. Le président du FCE a coupé court à toutes les rumeurs infondées portant sur le

retrait du gouvernement du forum. Pour mettre en œuvre les recommandations émises, Ali Haddad a fait part de la création d'un comité de pilotage prochainement. À une question relative au nombre de contrats signés en marge de ce forum, il a indiqué que «plusieurs accords ont été conclus. Mais le meilleur est à venir eu égard aux rendez-vous qui réuniront à l'avenir des chefs d'entreprises algériens avec leurs homologues des pays africains».

Il a préconisé la mise en place d'une stratégie audacieuse et ambitieuse pour l'Afrique. «Nous sommes unanimes pour la gestion rationnelle des ressources africaines naturelles, financières et humaines», a-t-il fait savoir. Il y a lieu de noter que parmi les recommandations émises, figurent la création d'un fonds de financement de co-investissements en Afrique, l'identification de grands projets structurants, la construction de coopérations bilatérales entre les banques centrales de pays africains, en vue d'accompagner les projets de partenariat.

Salon national de l'innovation : Appui au développement industriel

Source : El Moudjahid

Le coup d'envoi de la 6e édition du Salon national de l'innovation (Salnno) a été donné, hier au palais des Expositions (Pins-Maritimes), avec la présence de 30 innovateurs et de plusieurs autres exposants représentant essentiellement des entreprises et universités. Organisé par l'Institut national de la propriété industrielle (Inapi), du 5 au 7 décembre, ce Salon entre dans le cadre des mesures prises par le ministère de l'Industrie et des Mines, pour encourager l'innovation à même d'améliorer la compétitivité des entreprises, a affirmé le Directeur général de la

compétitivité industrielle auprès de ce ministère, M. Abdelaziz Guend. En marge de ces expositions, un concours du «meilleur inventeur» sera organisé, à l'issue duquel trois prix seront décernés. Des innovations multisectorielles sont présentées par leurs concepteurs, telle la réalisation d'un système de production de biodiesel mis en place par un chercheur du Centre de développement des énergies renouvelables. Dans le secteur du bâtiment, une machine à projeter des enduits de façades est présentée et dont la capacité de projection peut atteindre 60 mètres de hauteur. Pour le domaine agricole, un système innovant de contrôle de la température à l'intérieur des serres en plastique figure aussi parmi les nombreuses innovations. Le directeur général de l'Inapi, M. Adel Hamzaoui, a relevé que le Salon avait été organisé dans un contexte qui caractérise une forte volonté politique visant la diversification de l'économie en se basant sur les entreprises innovantes. «Notre rôle est de montrer toutes les capacités innovantes qui existent au niveau national. Il s'agit d'un appui à l'innovation et au développement industriel national», a-t-il poursuivi. Par ailleurs, il a fait savoir qu'un projet de création d'un bureaupilote de transfert de technologie était en cours d'élaboration par le ministère de l'Industrie et des Mines, en collaboration avec ceux, respectivement, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et de la Poste et des TIC. Cette future entité, a-t-il expliqué, jouera le rôle de médiateur entre le chercheur et l'entreprise, et exploitera tous les travaux de recherche et brevets qui existent au niveau national. À ce propos, M. Hamzaoui a indiqué à l'APS que depuis le début de l'année en cours, plus de 650 demandes de brevet avaient été déposées auprès de l'Inapi, dont 80 provenant d'Algériens. En marge du Salon Salnno, un atelier est également organisé, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi), destiné aux

coordinateurs des différents centres d'appui aux technologies et à l'innovation (Cati) installés dans les universités et des entreprises au niveau national.

Tourisme : 1.500 projets livrés d'ici deux ans à Alger

Source : El Moudjahid

En tournée hier dans la capitale, le ministre l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat a indiqué que le classement des hôtels, restaurants et autres complexes touristiques sera désormais soumis à des critères qui encouragent le produit «made in Algeria», et affirmé que le taux de promotion du produit national dans ces établissements aura son rôle à jouer.

«Il est à présent essentiel que les structures touristiques prennent en charge ce volet et lui accordent toute l'attention qui le mérite. Nous devons faire la promotion des produits artisanaux algériens dans les établissements touristiques, que ce soit pour la décoration, la literie et autres la cuisine», a expliqué M. Abdelouahab Nouri, qui a mis l'accent, à cette occasion, sur la nécessité du «soutien à l'investissement touristique» dans l'espoir de «combler» les lacunes enregistrées dans les structures d'accueil mais aussi de «répondre» aux exigences des touristes.

Il estime que les prestations doivent répondre aux exigences des clients et aux normes internationales, en vue d'attirer davantage de touristes et de contribuer au développement économique du pays. «À ce propos, nous comptons, au niveau national, plus de 1.500 nouveaux projets touristiques qui vont être livrés en 2016 et 2017», a-t-il précisé. Toutefois, il devient vital, aux yeux du ministre de l'Aménagement du territoire,

du Tourisme et de l'Artisanat, «d'accélérer la cadence des travaux de réalisation et d'accorder son importance à l'aspect architectural de nos établissements touristiques». Et il l'a fait lorsqu'il a constaté les retards accusés dans les travaux de réhabilitation de l'hôtel Sables d'Or de Zéralda. Outre ce complexe, ils sont quelque 70 établissements hôteliers implantés à travers le territoire national qui sont concernés par des opérations de lifting, pendant que pour Alger uniquement, on compte le lancement des travaux pour 54 nouveaux projets sur un total de 185 inscrits, dont beaucoup de complexes et de villages touristiques. «Dieu merci, nous avons récupéré une assiette foncière importante qui nous a permis d'entamer les réalisations», s'est félicité Nouri qui aspire à faire de la capitale, une wilaya «hautement touristique» et surtout une destination «par excellence» pour les touristes. Parmi les infrastructures phare de la capitale, on cite le mégacomplexe touristique «Emiral» de Moretti, à Staouéli, dont la livraison est prévue en 2018. Ce gigantesque projet, d'un coût d'investissement d'un milliard de dollars, comprend quatre tours résidentielles de 23 étages chacune, trois bâtiments pour des bureaux et des cabinets médicaux, un centre commercial, 15 villas de haut standing en R+1, un hôtel 5 étoiles, une trémie sur le CW 133, pour fluidifier la circulation aux alentours du complexe, et une marina. «Cela va être un pôle d'excellence de tourisme», a assuré le ministre, qui a fait une halte aussi au niveau du projet hôtelier et touristique du groupe «Trust Investment Algeria».

D'un coût de 250 millions de dollars, ce mégaprojet compte quatre hôtels de 3, 4 et 5 étoiles, pour un total de 1.210 chambres, sans oublier des bureaux et un centre commercial.

Il y a lieu de souligner que le ministre a rappelé l'ensemble des facilités accordées par le gouvernement

aux investisseurs privés pour la réalisation de leurs projets touristiques, notamment en ce qui concerne le foncier et l'obtention des crédits. M. Nouri a mis l'accent sur «l'impératif de respecter les orientations du Plan national d'aménagement touristique à l'horizon 2030», lequel prévoit l'appui de l'investissement, l'amélioration de la qualité des prestations, la valorisation de la destination touristique algérienne et l'appui du partenariat.

Enfin, le ministre a mis en avant la nécessité de changer les comportements et les habitudes dans le développement du secteur du tourisme qui demande un encadrement formé et des capacités de management plus développées.

[Le Premier ministre Belge aujourd'hui à Alger](#)

Source : El Moudjahid

Le Premier ministre du royaume de Belgique, Charles Michel, effectuera, à partir d'aujourd'hui, une visite de travail de deux jours en Algérie, a indiqué, hier, un communiqué des services du Premier ministre.

Cette visite qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays, abordera « l'évaluation de l'état des relations bilatérales dans tous les domaines », a précisé la même source. Les deux pays entretiennent des relations bilatérales approfondies et un dialogue politique régulier, rehaussé par la signature, en avril 2015, d'un Mémoire d'Entente sur la tenue de consultations politiques bilatérales annuelles comme le souligne le site de l'ambassade de Belgique, lequel rappellera que les 40 années de coopération intergouvernementale ininterrompue ont permis de tisser des liens forts et profonds entre nos deux pays.

Alger et Bruxelles qui peuvent ainsi se targuer de la qualité de leurs relations bilatérales peuvent néanmoins légitimement ambitionner de les porter à un niveau plus important. D'autant que ce ne sont pas les domaines susceptibles de voir se développer et se concrétiser les projets qui font défaut. L'inauguration en mai 2015 du nouveau club d'affaires belgo-algérien, créé à l'initiative d'un groupe d'entrepreneurs et de cadres supérieurs belges et algériens actifs dans des entreprises ou organisations belges, algériennes ou mixtes publiques ou privées, CEBA Aïn el Kheir, en est la preuve. Ce club a pour finalité de favoriser les possibilités de partenariat et d'œuvrer ainsi à l'intensification des relations économiques et commerciales, universitaires et culturelles entre la Belgique et l'Algérie. En fait, il s'agira de booster le partenariat, car de part et d'autre on est conscient qu'il est possible de mieux faire notamment au plan économique, et ce même si les relations sont qualifiées d'«assez importantes » par l'ambassadeur belge en Algérie dans la mesure où un bon nombre entreprises belges activent en Algérie ou travaillent en partenariat avec des partenaires algériens dans divers domaines comme l'industrie agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique, le transport, entre autres. Le volume d'échanges commerciaux entre les deux pays est également appelé à croître. Le diplomate belge — qui a indiqué que son pays exportait traditionnellement vers l'Algérie plus d'un milliard d'euros, tandis que l'Algérie exportait vers la Belgique, avant la chute du prix de pétrole, entre 1,5 et 2 milliards d'euros, ce qui fait que depuis plusieurs années et de manière constante, l'Algérie est, pour les trois régions de la Belgique, le second marché sur le continent africain et le premier en Afrique du Nord — ne peut ignorer que ces montants sont dérisoires. C'est, sans nul doute, pour remédier à cet état de fait que les deux parties auront, à l'occasion de la visite du Premier ministre belge, à « examiner les

mécanisme à même de permettre d'accroître les échanges économiques ». M. Sellal et son homologue Charles Michel aborderont également « dans le cadre d'un esprit de dialogue et de concertation, les questions qui ne fâchent pas et qui sont souvent l'objet de divergences quant à l'approche qu'elles nécessitent pour leur règlement. Dans ce registre les questions liées à la circulation des personnes et des affaires sécuritaires sont en tête de liste. En mai dernier l'ambassadeur belge a fait savoir lors d'une journée d'étude tenue au siège du Centre de recherche d'anthropologie sociale et culturelle (CRASC) sur la participation politique de la femme élue locale, que d'une manière générale, "trois Algériens sur quatre qui demandent le visa à notre ambassade l'obtiennent le plus vite possible". "Nous avons un taux d'acceptation de 75%", a précisé encore le diplomate belge, signalant que six mille (6.000) visas d'entrée en Belgique sont délivrés annuellement aux ressortissants algériens. Il est certain qu'il sera demandé à Bruxelles de faire un effort supplémentaire pour satisfaire plus d'Algériens désireux de se rendre en Belgique où résident quelque 300.000 Algériens, selon les statistiques de l'ambassadeur belge. Pour ce qui est du volet coopération sécuritaire, le diplomate belge avait fait part de l'intérêt de l'Algérie pour l'expérience belge en matière de maintien de l'ordre dans les stades, entre autres. Le point de presse conjoint que les deux Premiers ministres animeront demain permettra de se faire une idée plus précise sur les avancées qui auront été enregistrées lors de cette visite de deux jours de M. Charles Michel.

Création d'une médiation entre l'inventeur et l'entreprise

Source : L'Econews

L'Algérie se verra bientôt dotée d'un bureau pilote de transfert de technologies qui aura le rôle de médiateur entre l'inventeur et l'entreprise pour détecter toutes les capacités inventives qui peuvent être exploitées industriellement.

Abdelhafid Belmehdi directeur général de l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI), que nous avons rencontré en marge de la 6ème édition du Salon national de l'innovation, a affirmé qu'il s'agit d'un « travail qui se fait actuellement entre le ministère de l'Industrie et des Mines, de la Recherche scientifique et celui des Postes et des Télécommunications qui consiste en la création de bureaux pilotes de transfert de technologie. Son rôle principal est de mettre en relation les chercheurs et les entreprises pour acquérir un brevet d'invention ». Et d'ajouter : « il est question en fait de détecter le projet et de voir s'il y a lieu de le mettre en relation avec un industriel qui pourrait le racheter. Les promoteurs de projets ainsi que tous les jeunes innovateurs se verront ainsi trouver un cadre idéal pour concrétiser leurs idées innovatrices. Le bureau sera installé pour un premier début au niveau d'Alger. L'idée sera généralisée au niveau du territoire national à travers des bureaux régionaux une fois que le domaine sera maîtrisé et que la notion de la propriété industrielle, de l'innovation et de l'exploitation sera incorporée au niveau des industriels et chercheurs. La formule peut être exploitée chez des privés dans un environnement favorable et adéquat comme ceci se passe chez certains pays ».

D'après M. Belmehdi, le Salon coïncide avec un environnement économique exceptionnel et par une volonté des pouvoirs publics d'encourager la production nationale notamment à travers l'élaboration de textes réglementaire qui encouragent l'innovation.

Le directeur de l'INAPI a indiqué, qu'un concours du meilleur innovateur est prévu au cours du Salon. Une cérémonie de remise de prix sera organisée après-demain.

Le Salon a vu la participation de 66 exposants dont des PME innovantes ainsi que des particuliers.

Produits pétroliers: la facture des importations réduite à 1 milliard USD en 2016

Source : APS

La facture des importations des produits pétroliers en Algérie a été réduite d'un milliard USD durant l'année 2016, a déclaré lundi à Oran le vice-président de l'activité Aval du groupe Sonatrach, Akli Remini.

"La réhabilitation des deux unités de raffinage d'Arzew et de Skikda nous a permis de réduire d'un milliard USD notre facture d'importation des produits pétroliers tels que les carburants, au titre de l'exercice de 2016", a précisé ce responsable à Sonatrach, en marge de l'ouverture d'un Congrès et salon dédiés au pétrole, au gaz et à la pétrochimie "OGEX 2016", initié par une agence de communication.

La réhabilitation de ces deux raffineries sur les six relevant de l'Aval a permis d'accroître la production des produits pétroliers, actuellement de l'ordre de 30 millions de tonnes par an, a expliqué le même responsable, ajoutant que le Groupe pétrolier national compte entamer l'exportation en partie de ces produits d'ici 2022 alors que les besoins nationaux seront satisfaits totalement à l'horizon de 2040, notamment avec le passage à un niveau de production de l'ordre de 50 millions de tonnes, annuellement.

"Ces objectifs seront atteints avec la réalisation de quatre autres unités de raffinage à Biskra, Hassi Messaoud, Arzew et Skikda", a fait savoir M. Remini, précisant que chacune de ces nouvelles unités produira 5 millions de tonnes de produits pétroliers par an.

D'autres investissements dans ce domaine sont également programmés, comme la construction d'un hydrocraqueur d'une capacité de production de 4,5 millions de tonnes de gasoil par an et un projet de reforming à Skikda, a-t-il ajouté.

"Tous ces projets sont déjà lancés. Nous envisageons la signature des contrats d'ingénierie et de construction (EPC) pour les deux projets de raffineries à Tiaret et Hassi Messaoud, entre mai et juin prochains, a fait savoir le Vice-président de l'activité Aval.

Des experts nationaux et étrangers, des représentants de sociétés et acteurs dans différents domaines de l'énergie prennent part à cet événement, marqué également par une exposition de produits et solutions liées au secteur de l'énergie.

Cette rencontre de deux jours traitera plusieurs thèmes liés à la transition et l'efficacité énergétiques, au marché pétrolier ainsi qu'aux défis environnementaux et à l'économie verte.

Sonatrach se lancera dans la production de 5 millions de tonnes de pneumatiques

Le groupe pétrolier national Sonatrach compte investir le créneau de l'industrie d'automobile en se lançant dans la production de 5 millions de tonnes de pneumatiques par an, a annoncé, lundi à Oran, le vice-président de l'activité Aval, Akli Remini.

"Nous allons accompagner le secteur de l'industrie automobile en assurant une production projetée de 5 millions de tonnes de pneumatiques par an", a souligné M. Remini, dans une déclaration à la presse, en marge du Congrès-salon dédié à la pétrochimie, organisé durant deux jours à Oran.

Pour ce projet, le responsable a précisé que Sonatrach est en cours de discussions avec des partenaires étrangers en prévision de son lancement prochainement.

"Ce nouvel investissement s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme, lancé par le groupe Sonatrach dans le sillage d'une stratégie visant à booster les activités des transformations de la matière première produite par notre groupe" a-t-il expliqué.

Des projets de transformation du gaz naturel pour la production du plastique, du méthanol et autres sont programmés dans le cadre de cette même stratégie, a ajouté M. Remini, notant que Sonatrach table sur la diversification de ses investissements dans le but de réaliser la valeur ajoutée.

Interrogé sur la réalisation du programme d'investissement à l'ère des fluctuations du marché pétrolier à l'échelle mondiale, Akli Remini a assuré que tout le programme d'investissement du groupe pétrolier est maintenu. "Nous comptons sur la remontée du prix du pétrole", a-t-il ajouté.

Dans ce registre, M. Remini a souligné que Sonatrach est en train de se redéployer à l'international en termes d'investissements, notant que le groupe pétrolier en question est présent dans 60 sociétés à l'étranger.

Concernant le programme du développement des énergies renouvelables, le Vice-Président de l'Aval a indiqué que les projets d'investissements dans ce secteur vont bon train.

[Salon OGEX 2016: plus de 35 exposants dans le domaine de l'énergie](#)

Source : El Moudjahid

Plus de 35 exposants, principalement du domaine de l'énergie, prennent part au salon international du Pétrole, du Gaz et de la Pétrochimie (OGEX 2016), ouvert lundi au Centre des Conventions d'Oran (CCO).

Organisé par l'agence "Symbiose environnement communication", ce salon qui réunit 37 exposants, "représente une occasion pour les professionnels d'évaluer la situation du secteur de l'énergie eu égard à la baisse des prix du pétrole, ainsi que des solutions que représentent les énergies alternatives", ont indiqué les organisateurs.

Le salon, organisé parallèlement au Congrès du Pétrole, du gaz et de la pétrochimie, a été marqué par l'exposition d'équipements, d'applications et solutions proposés aux professionnels de l'industrie des hydrocarbures, notamment le pétrole mais aussi de l'électricité et des énergies renouvelables.

Réservé aux professionnels du secteur, le salon regroupe des entreprises et groupes industriels versés dans différents segments de l'activité pétrolière et gazière, dont le forage, la maintenance des installations, les services de soutien, le génie-civil, les constructions, le raffinage, l'hygiène et sécurité entre autres.

Cette manifestation représente un espace adéquat aux entreprises algériennes (publiques et privées), ainsi qu'aux PME et aux jeunes promoteurs, venus dans le but d'exposer leurs produits et services, de montrer leurs savoir-faire et de promouvoir le produit national, a-t-on noté.

Les organisateurs soulignent que la tenue de ce salon intervient dans un contexte particulier, marqué par la baisse du prix du baril et aussi par des tentatives de la part des pays producteurs de pétrole, dont l'Algérie, de diversifier leurs sources d'énergie.

Plus de 7.000 visiteurs sont attendus à cette édition d'OGEX, qui regroupera les différents fournisseurs de produits et services liés à l'activité pétrolière et gazière en Algérie.

COMMERCE

Sonatrach escompte produire 5 millions de tonnes de pneumatiques

Source : El Moudjahid

Le groupe pétrolier national Sonatrach compte investir le créneau de l'industrie automobile en se lançant dans la production de 5 millions de tonnes de pneumatiques par an, a annoncé le vice-président de l'activité Aval, Akli Remini. «Nous allons accompagner le secteur de l'industrie automobile en assurant une production projetée de 5 millions de tonnes de pneumatiques par an», a souligné M. Remini, dans une déclaration à la presse, en marge du Congrès-Salon dédié à la pétrochimie, organisé durant deux jours à Oran. Pour ce projet, le responsable a précisé que Sonatrach est en cours de discussions avec des partenaires étrangers en prévision de son lancement prochainement.

«Ce nouvel investissement s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme, lancé par le groupe Sonatrach dans le sillage d'une stratégie visant à booster les activités des transformation de la matière première produite par notre groupe» a-t-il expliqué. Des projets de transformation du gaz naturel pour la production du plastique, du méthanol et autres sont programmés dans le cadre de cette même stratégie, a ajouté M. Remini, notant que Sonatrach table sur la diversification de ses investissements dans le but de réaliser la valeur ajoutée. Interrogé sur la réalisation du programme d'investissement à l'ère des fluctuations du marché pétrolier à l'échelle mondiale, Akli Remini a assuré que tout le programme d'investissement du groupe pétrolier est maintenu. «Nous comptons sur la remontée du prix du pétrole», a-t-il ajouté.

Dans ce registre, M. Remini a souligné que Sonatrach est en train de se redéployer à l'international en termes d'investissements, notant que le groupe pétrolier en question est présent dans 60 sociétés à l'étranger. Concernant le programme du développement des énergies renouvelables, le Vice-Président de l'Aval a indiqué que les projets d'investissements dans ce secteur vont bon train.

Réduction de la facture des importations des produits pétroliers

«La facture des importations des produits pétroliers a été réduite à un milliard USD durant l'année 2016», a déclaré le Vice-président de l'activité Aval du groupe Sonatrach, Akli Remini. «La réhabilitation des deux unités de raffinage d'Arzew et de Skikda nous a permis de réduire notre facture d'importation des produits pétroliers, tels que les carburants, à un milliard USD au titre de l'exercice de 2016», a souligné ce responsable à Sonatrach, en marge de l'ouverture d'un Congrès et

Salon dédiés au pétrole, au gaz et à la pétrochimie Ogex 2016, initiés par une agence de communication. La réhabilitation de ces deux raffineries sur les six relevant de l'Aval a permis d'accroître la production des produits pétroliers, actuellement de l'ordre de 30 millions de tonnes par an, a expliqué le responsable, ajoutant que le Groupe pétrolier national compte entamer l'exportation en partie de ces produits d'ici 2022, alors que les besoins nationaux seront satisfaits totalement à l'horizon de 2040, notamment avec le passage à un niveau de production de l'ordre de 50 millions de tonnes annuellement. «Ces objectifs seront atteints, avec la réalisation de quatre autres unités de raffinages à Biskra, Hassi Messaoud, Arzew et Skikda», a fait savoir M. Remini, précisant que chacune de ces nouvelles unités produira 5 millions de tonnes de produits pétroliers par an. D'autres investissements en ce domaine sont également programmés, comme la construction d'un hydrocraqueur d'une capacité de production de 4,5 millions de tonnes de gasoil par an et un projet de reforming à Skikda, a-t-il ajouté. «Tous ces projets sont déjà lancés. Nous envisageons la signature des contrats d'ingénierie et de construction (EPC) pour les deux projets de raffineries à Tiaret et Hassi Messaoud, entre mai et juin prochains», a noté le Vice-président de l'activité Aval.

GSK renforce sa présence en Algérie

Source : El Watan

Le groupe pharmaceutique entend intensifier ses investissements en Algérie au niveau de ses deux sites de production afin de rehausser ses capacités de fabrication, actuellement de 70 millions d'unités par an.

Avec d'importants projets d'extension de ses deux unités de production en Algérie, le laboratoire GlaxoSmithKline (GSK) se recentre de plus en plus sur le

marché algérien, qu'il qualifie de «stratégique». Le groupe anglais, présent en Algérie depuis 35 ans, veut grandir davantage sur le marché, tant en volume qu'en valeur, un choix stratégique rare pour un groupe de la taille de GSK.

Rencontrée à l'occasion de l'ouverture officielle de son nouveau site administratif à Alger, Radia Chmanti Houari, directrice générale du hub Afrique du Nord du groupe GlaxoSmithKline et présidente du conseil d'administration de GSK Algérie, estime que l'engagement du laboratoire anglais en Algérie est un contrat plutôt de long terme. Le groupe pharmaceutique entend intensifier ses investissements en Algérie autour de ses deux sites de production afin de rehausser les capacités de fabrication, actuellement de 70 millions d'unités par an.

GSK Algérie est la deuxième plus importante filiale du groupe dans la région MENA (Moyen-Orient-Afrique du Nord) et la quatrième compagnie pharmaceutique étrangère de droit algérien, détenant 5,4% de parts de marché. GSK s'estime parmi les laboratoires ayant consenti le plus d'investissements industriels directs localement.

Outre ses deux sites de fabrication de médicaments antibiotiques et non antibiotiques, d'une capacité respective de 28 millions et 41 millions d'unités annuellement, le laboratoire dispose également d'un centre de distribution national. La filiale algérienne de GSK est titulaire de 33 autorisations de mise sur le marché, dont 15 pour des médicaments fabriqués localement, soit 50% du portefeuille.

Pour les responsables du groupe en Algérie, «il y a encore de très belles opportunités d'investissement», notamment sur les terrains de l'antibiothérapie, de

l'allergie et des maladies respiratoires où GSK Algérie est leader. A horizon 2020 et en application de son plan de développement de produits essentiels fabriqués localement, GSK a inscrit la fabrication locale de huit nouveaux médicaments couvrant la dermatologie, l'antibiothérapie et l'allergologie.

Par ailleurs, l'enregistrement de médicaments innovants est un axe prioritaire de GSK en Algérie, selon ses responsables, rencontrés à Alger lors de la cérémonie dédiée à l'inauguration du nouveau site administratif du laboratoire. Le portefeuille de produits futurs renforcera la prise en charge de l'asthme et de la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO) et apportera une avancée thérapeutique dans le traitement contre le virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

Sur le plan de l'innovation, la filiale algérienne du géant pharmaceutique mondial met à profit le capital expérience du groupe, riche, faut-il le souligner, de 11 000 chercheurs dans le monde, 15 entités leaders dans la biotechnologie pour la recherche en immunoncologie, 5 prix Nobel distingués au cours des 70 dernières années et 16 prix Galien dans 9 domaines thérapeutiques.

Radia Chmanti Houari. Directrice générale du hub Afrique du Nord du Laboratoire GlaxoSmithKline (GSK) «L'Algérie est un marché stratégique pour GSK»

- Quelle place donnez-vous à l'Algérie dans la stratégie de croissance du groupe GSK ?

Le marché algérien du médicament est très important pour nous. Il fait partie, pour nous en tout cas, des cinq plus grands marchés de la région MENA-Russie-Turquie-pays du Commonwealth à laquelle nous appartenons.

C'est un marché qui est aussi très intéressant tant la couverture sociale est supérieure à 80% pour ses 40 millions d'habitants.

Nous étions parmi les premiers, voire le premier investisseur direct dans le marché algérien depuis maintenant plus de trois décennies. Nous avons investi dans la fabrication locale de médicaments et renforcé nos investissements, ensuite par l'acquisition de LPA, une des premières entreprises privées algériennes en industrie pharmaceutique.

Aujourd'hui, GSK dispose en Algérie de deux unités de production d'une capacité de 70 millions d'unités ainsi que d'un centre de distribution. Nous avons continué à investir dans l'amélioration de nos outils de production, à les étendre et à enrichir notre gamme de produits pharmaceutiques. C'est dire l'importance du marché algérien qui est tout aussi stratégique pour nous. L'ouverture de notre nouveau siège social à Alger est un symbole de l'engagement de GSK sur le marché algérien.

- Quels sont les points-clés de votre plan de développement en Algérie sur les moyen et long termes ?

Nos projets futurs sont autour essentiellement de nos deux unités de production. Nous avons l'ambition de faire des extensions en termes de capacités de production. Une attention particulière est accordée à l'unité de fabrication d'antibiotiques. Nous travaillons également sur le projet de localisation de certains de nos produits qui sont actuellement importés. L'ambition étant de porter le nombre des médicaments produits localement à huit à l'horizon 2020.

- Quelle place occupez-vous actuellement sur le marché algérien du médicament ?

Si nous nous comparons aux multinationales présentes en Algérie, nous sommes le second plus grand laboratoire sur le marché, mais si le classement inclut tous les laboratoires GSK, arrive à la cinquième position avec, au tableau, 5,4% des parts du marché. La moitié de nos volumes de production est issue de nos deux unités.

- Le groupe GSK investit beaucoup dans l'innovation. Quel est le retour sur investissement de cet effort consenti dans la recherche et développement ?

Le volet recherche et développement requiert toute l'importance chez GSK. C'est un laboratoire vieux de 300 ans, trois siècles d'ailleurs consacrés à l'innovation et à la création. GSK compte cinq prix Nobel au cours des 70 dernières années et 16 prix Galien dans 9 domaines thérapeutiques. Le laboratoire dispose de 11 000 chercheurs dans le monde qui travaillent dans cinq sites de recherche et développement. Un investissement de 4 milliards de dollars est consenti annuellement en recherche et développement. C'est dire toute l'importance que nous accordons à ce volet chez GSK.

- L'Algérie subit depuis deux ans l'impact de la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial. Plusieurs filières industrielles accusent le coup. L'industrie pharmaceutique souffre à la fois du renchérissement des coûts de production et de la dépréciation de la monnaie nationale. Quelle attitude avez-vous adopté face à cette conjoncture ?

La question de la dépréciation du dinar se pose à toutes les entreprises, celles de l'industrie pharmaceutique comprises. L'impact, on le ressent donc au même titre

que tous les opérateurs. Nous en discutons avec les autorités de tutelle, mais l'impact n'est pas de nature à remettre en cause l'équilibre de notre trésorerie. Quant à l'importation des intrants, ceux-ci sont exonérés des droits et taxes par décret du Premier ministre. Pour nous, c'est une mesure de facilitation et de soutien à la production locale.

Brandt Algérie : «Nous avons le meilleur service après-vente d'électroménager»

Source : El Moudjahid

Filiale du groupe Cevital, Brandt Algérie, installée à Sétif et spécialisée dans l'électroménager, ne cesse de progresser sur le marché national et même international.

La qualité de ses produits a été primée le 22 novembre dernier par le Janus de l'industrie 2016. En Algérie, dans un marché très concurrentiel, Brandt évolue sans complexe : ses parts de marché oscillent selon les segments entre 14 et 40%. Il reste que la force de Brandt aujourd'hui repose sur un produit de qualité reconnu qui répond aux normes internationales. Une qualité qui plaît aux clients algériens mais aussi aux étrangers.

Les produits Brandt sont exportés en France, en Espagne, et même en Asie. En attendant que la marque pénètre le marché moyen-oriental.

Le souci de Brandt est essentiellement axé sur le client. «En tant qu'entreprise citoyenne, nous faisons en sorte de rendre nos produits accessibles à la bourse moyenne et peser le moins possible sur le portefeuille de la ménagère», soutient dans cet entretien le DG de Brandt Algérie, Tahar Bennadji.

Pour l'année 2017, Brandt Algérie ambitionne d'accroître ses parts de marché surtout avec l'entrée en production de sa seconde usine de Sétif avec une nouvelle gamme plus large notamment en réfrigérateurs.

En termes d'emploi, cette nouvelle usine permettra de créer plus de 6 000 emplois qui s'ajouteront aux 2 000 de l'usine actuelle.

Le Soir d'Algérie : Vous avez été distingué du Janus de l'industrie 2016 pour votre lave-linge intelligent et économe «Top Intellect». Que représente pour vous ce prix et surtout qu'apportera-t-il pour la suite de votre parcours en Algérie d'autant qu'il est fabriqué en Algérie sur le site de Sétif ?

Tahar Bennadji : Ce que je peux vous dire c'est que nous sommes tous fiers de cette consécration, fiers de ce qui a été réalisé par les équipes de Brandt Algérie et aussi, nous sommes fiers en tant qu'Algériens d'avoir pu décrocher cette distinction. Le prix du Janus de l'industrie a été attribué à Brandt pour sa machine à laver Top Intellect, produit intelligent pour toutes les fonctionnalités qu'il a. Nous sommes surtout fiers qu'un produit fabriqué en Algérie soit primé en France, le président du Groupe Cevital ainsi que le P-dg du Groupe Brandt ont été reçus au Quai d'Orsay où on leur a remis le trophée qui est une reconnaissance de la qualité et la technologie déployées dans la machine à laver Intellect que nous sommes en train de commercialiser en Algérie. Et aussi nous sommes en train d'exporter en France et en Europe depuis le mois de juin. C'est clairement une double fierté pour nous.

Depuis le lancement de la marque dans notre pays, quel est le bilan de Brandt Algérie ?

Brandt Algérie en tant que société a été créée en 2014 ; nous avons commencé le business en 2015, aujourd'hui nous sommes en train de fabriquer des cuisinières, des climatiseurs et de la TV sous forme CKD mais aussi nous fabriquons avec des taux d'intégration très élevés la machine à laver Top que nous exportons vers l'Europe. Tous ces produits-là sont fabriqués en Algérie. Si l'on devait faire un bilan commercial, depuis le lancement de la marque, je dirais qu'en un laps de temps très réduit qui ne dépasse pas un an et demi, nous avons pu imposer la marque sur le marché avec des parts de marché très importantes sur différents segments de produits ; donc, en moins de deux ans, nous avons pu nous faire une place de leader et ce, sur certains segments de marché. Nous sommes très satisfaits de ce que nous avons pu réaliser depuis lors, ceci est dû déjà à la force de la marque Brandt qui est connue de l'ensemble de nos concitoyens, et aussi à la qualité de nos produits que nous sommes en train de proposer sur le marché. Aujourd'hui, nous sommes en train de vendre des produits de très haute qualité. Nous mettons en vente des machines à laver avec des classes énergétiques A+++ moins 10%, et aussi nous vendons des climatiseurs A+ voire même A+++ , et aussi des réfrigérateurs minimum A+... donc, nous sommes sur des produits technologiques mais que nous positionnons afin qu'ils soient à la portée de la bourse moyenne ; et en tant qu'entreprise citoyenne, nous faisons en sorte de rendre nos produits accessibles à la bourse moyenne et peser le moins possible sur le portefeuille de la ménagère. Aujourd'hui, nous sommes très clairement sur un bilan positif sur lequel nous continuerons à travailler : nous avons des ambitions très importantes pour les années à venir notamment sur l'année 2017 durant laquelle nous comptons accroître nos parts de marché. Donc, il s'agit pour nous de travailler davantage pour satisfaire le consommateur et être à la hauteur de ses attentes. Aussi, l'arrivée de

notre seconde usine durant le second trimestre 2017, nous permettra d'atteindre une nouvelle gamme plus large notamment en réfrigérateurs ainsi que sur la partie lavage front avec des produits très technologiques et hautement performants. Toujours avec des taux d'intégration qui dépassent les 80%, ce qui va nous permettre d'avoir une meilleure compétitivité dont les bienfaits retomberont en premier lieu sur nos concitoyens avec des produits de qualité et à leur portée.

Quelle est votre position sur le marché de l'électroménager et quels sont les atouts qui vous distinguent de la concurrence, sachant que vous évoluez dans un environnement très concurrentiel où les clients ne sont plus sensibles au seul prix, mais aussi aux caractéristiques du produit offert ?

Nous avons des parts de marché qui oscillent selon les segments entre 14 et 40%. Il reste que la force de Brandt aujourd'hui est claire : un produit de qualité reconnu qui répond aux normes internationales ; les produits que nous fabriquons à Sétif sont déjà vendus sur les marchés européens les plus exigeants.

La deuxième force réside dans notre politique de distribution qui se veut être au plus proche du consommateur en rendant le produit disponible aux quatre coins de l'Algérie ; et aussi, un point qui n'est pas des moindres, un service après-vente (SAV) de qualité, connu et reconnu sur la place comme étant le meilleur service après-vente d'électroménager en Algérie. Ce sont autant de points qui nous permettent de percer et de progresser sur le marché. Mais c'est aussi la recherche de nouveautés puisque nous venons souvent avec des gammes nouvelles. Prochainement, d'ailleurs, nous mettrons sur le marché les nouveaux téléviseurs Brandt dotés de technologies novatrices. On a vu ce

qu'on a pu faire sur les machines à laver avec les gammes Intellect. En outre, nous avons la chance de bénéficier d'une double confiance, à la fois de notre réseau de franchisés agréés et aussi de revendeurs qui font confiance à la marque Brandt et qui la font progresser sur le marché. Nous avons aussi la confiance de nos concitoyens qui utilisent au quotidien nos produits et en cela nous sommes fiers d'accompagner la famille algérienne dans son quotidien. C'est cette proximité avec le consommateur qui nous permettra de percer davantage et d'aller plus vite. Je dirais même que c'est cette confiance que nous témoignent les Algériens qui nous pousse à avoir cette ambition à l'export. Clairement, c'est cette demande locale qui va nous permettre d'asseoir des bases solides ici en Algérie mais également de pénétrer les marchés internationaux.

Vous avez pris en compte d'élever le niveau d'intégration dans la fabrication, peut-on savoir à combien il se situe actuellement et, partant, qu'en sera-t-il dans le futur proche ?

Aujourd'hui, le meilleur exemple à cela, c'est la machine à laver Top que nous avons lancée à Sétif et dont le taux d'intégration est de 80%, voire plus. Ensuite, nous avons la deuxième usine de Guedjal, toujours dans la wilaya de Sétif, qui s'étend sur 110 hectares, soit 10 fois la superficie de l'usine actuelle. Cette seconde usine va commencer à produire au deuxième trimestre 2017 des réfrigérateurs avec des taux d'intégration dépassant 80%. J'ouvre une parenthèse juste pour dire que ces investissements nécessitent de gros montants en sachant que le tissu des sous-traitants en Algérie n'est pas très fort pour ne pas dire inexistant, ce qui nous oblige à investir tant en amont qu'en aval.

Dès lors, ces taux d'intégration importants permettront de créer de l'emploi — plus de 6 000 emplois vont être

créés avec la seconde usine de Guejal qui s'ajouteront aux 2 000 de l'usine actuelle — et aussi une maîtrise totale de toute la chaîne de production et la technologie à même d'être compétitif et pouvoir exporter. Car, il faut savoir que 80% de nos produits fabriqués localement sont destinés à l'export. Nous ciblons particulièrement les marchés européens surtout que nos produits sont conformes aux normes internationales.

En parlant d'export, justement, avez-vous déjà commencé à alimenter vos quatre filiales commerciales installées au Maroc, en Espagne, en France et en Asie ainsi que les 50 pays où la marque est présente ? Subséquemment, que représente l'export dans votre plan de développement ?

Nous avons déjà exporté nos produits en France, en Espagne et des conteneurs sont en route vers l'Asie. Le marché marocain ce sera très prochainement. Plus que cela, nos équipes export sont en train de travailler d'arrache-pied, et énormément de contrats sont en cours de signature pour étendre l'exportation de nos produits dans les régions Moyen-Orient, Afrique et aussi vers d'autres pays européens. L'export, c'est beaucoup de challenges et de complexités sur lequel nous travaillons pour faire de la place à l'Algérie exportatrice et contribuer au développement de notre économie en hors hydrocarbures.

Vous travaillez à un plan ambitieux d'ouverture de 80 showrooms dont 60 franchisés sur l'ensemble du territoire, contre à peine 8 il y a quelques mois. Où en êtes-vous ?

Actuellement, nous sommes à 25 showrooms, et chaque jour nous en ouvrons de nouveaux. L'objectif est d'être les plus proches des consommateurs pour leur

fournir le maximum de service et qui soit à la hauteur de la qualité Brandt sur les marchés les plus exigeants. Nous nous intéressons aussi à tout ce qui est préservation de l'environnement, et c'est pour cela que nous investissons dans des produits qui consomment le minimum possible d'énergie.

[MAZ Algérie : Vers la fabrication et l'assemblage de véhicules industriels en Algérie](#)

Source : El Watan

Après Renault, Hyundai, Volkswagen, Fuso, Iveco, l'industrie automobile est sur le point d'être enrichie dans les prochains jours par un autre projet, celui de Maz, de la République de Biélorussie.

En partenariat avec un opérateur algérien, celui-ci est en passe de lancer son projet de fabrication des véhicules industriels et pièces détachées en Algérie. «Notre projet industriel a connu des évolutions très positives depuis que le ministre de l'Industrie et des mines est à la tête de cet important ministère. Nous étions sur le point d'abandonner après presque dix ans de galère», souligne le directeur général de l'entreprise MAZ Production Algérie, spécialisée dans le montage et la fabrication de camions et de bus.

Le projet a, selon notre interlocuteur, satisfait toutes les exigences et conditions du cahier des charges portant conditions et modalités d'exercice de l'activité de production et montage de véhicules et prévoit une évolution du taux d'intégration conformément au cahier des charges du ministère de l'Industrie et des Mines.

Une délégation officielle composée des directeurs centraux de MAZ venus de Biélorussie — le directeur de la production et celui des exportation du département Afrique et Amérique latine — ont été reçus le 23 novembre au ministère de l'Industrie et des Mines par le directeur général de la promotion de l'investissement. Et, au sortir de cette audience, les responsables de MAZ Biélorussie se sont dit «très satisfaits de l'accueil chaleureux» qui leur a été réservé par leur interlocuteur, lequel, évaluant leur dossier, les a informés que «le projet est techniquement approuvé par la commission d'évaluation technique du ministère de l'Industrie et des Mines».

Cela dit, ce projet d'investissement permettra un transfert technologique et la création de 2000 emplois directs, en plus des milliers d'autres emplois qui seront créés autour du projet avec les métiers de la sous-traitance industrielle locale qui graviteront autour.

Ce projet de grande envergure, estiment ses initiateurs, contribuera au développement socioéconomique du pays et bien entendu renforcera la coopération entre l'Algérie et la Biélorussie. Selon le directeur général de Maz Algérie, un large volet de formation des techniciens et ingénieurs algériens en république de Biélorussie est prévu, où MAZ s'engage à prendre en charge les stagiaires pour une formation qui sera sanctionnée par un diplôme de fin de cycle.

L'usine, qui sera implantée à Aïn Oussera, devrait produire des camions et des bus «made in Algeria» destinés particulièrement au marché algérien et servira de base pour l'exportation vers l'Afrique. Surtout que «les camions Maz sont actuellement les plus compétitifs et commercialisés à travers le monde avec l'un des meilleurs rapports qualité-prix», estime-t-on.

Usine de Peugeot en Algérie : les dernières retouches

Source : Liberté

Tous les indicateurs convergent. En plus des négociations qui se poursuivent entre Alger et Paris, des équipementiers et des spécialistes en logistique sont déjà identifiés.

Le projet de l'usine de Peugeot en Algérie avance à grands pas. Les indices ne trompent pas et le protocole d'accord sera signé dans quelques semaines, à en croire des sources proches du dossier. Considérée comme l'un des projets phare pour les années 2017-2018, avec un volume de production annuelle de 25 000 unités, pour la première étape, et 75 000 et 100 000 unités/an pour la seconde et troisième étapes, l'usine de Peugeot en Algérie fait l'objet, actuellement, de pourparlers entre le groupe PSA et les autorités algériennes.

Lesquelles autorités, à travers les déclarations du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, remettent au goût du jour la nécessité de lancer cette usine dans les délais impartis par la loi en vigueur. Les braqués vers ce projet, les négociations, voire une série de rounds ininterrompus entre le groupe PSA et le gouvernement algérien, font ressortir, selon les mêmes sources, que cette usine sera incessamment annoncée en grande pompe, d'autant qu'une assiette de terrain de 100 ha, située à Oran, est d'ores et déjà ciblée et désignée par les parties prenantes dudit projet. Pour revenir aux indices prometteurs, il y a lieu de signaler le nombre croissant de sous-traitants qui s'apprentent à s'impliquer pour accompagner cette usine dès son démarrage, et ce, afin d'assurer un taux d'intégration appréciable. Et si le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, s'est dit

“optimiste” quant à la réalisation de cette usine, il n'en demeure pas moins que sa confirmation sur l'arrivée de la filiale Faurecia se veut plus qu'un indice, fruit des différentes négociations entamées depuis près d'une année. “La venue de Faurecia va permettre d'atteindre, dès le lancement de la production, un taux d'intégration appréciable”, s'est félicité M. Bouchouareb. Et d'ajouter : “Le projet est en cours de finalisation. C'est une question de quelques semaines (...) Les deux parties se sont mises d'accord pour que la nouvelle usine Peugeot fabrique quatre modèles, dont un véhicule utilitaire de type pick-up dans une première phase.” Il s'agit du Peugeot Pick-up, Peugeot 208 et Peugeot 301 et Citroën C-Élysée. Mais il n'y pas que Faurecia ! Quatre autres sous-traitants ont exprimé leur volonté de s'impliquer, avant qu'ils ne s'engagent – une décision prise récemment – à accompagner ce projet en Algérie. Bien plus, le leader de la logistique Gefco, dont la base est installée à Boufarik, a révélé que ses flottes s'occuperont du projet de l'usine Peugeot en Algérie. Au total, ce sont six sous-traitants qui se sont investis dans cette usine, en sus des partenaires et des actionnaires qui s'investiront, chacun dans son domaine, pour concrétiser un projet qui tient à cœur au groupe PSA. Autrement dit, cette usine ne souffrira pas de fournisseurs en équipements de base, de technologies et de logistique pour un démarrage en trombe. “Le plus dur est passé”, pour paraphraser M. Bouchouareb, le projet est au dernier stade : le feu vert du ministère de l'Industrie et des Mines.

REGIONS

Un pôle d'aquaculture par excellence au Tidikelt

Source : Liberté

L'opération relative à l'ensemencement d'alevins de tilapia du Nil dans les bassins d'irrigation agricole du Sud se poursuit toujours dans la commune d'In Salah, à 700 km au nord de Tamanrasset.

L'opération réalisée en coordination avec la chambre agricole de Tamanrasset et le Centre national de recherche et de développement des ressources halieutiques et de l'aquaculture saharienne vise ainsi à promouvoir ce créneau d'activité dans le Sahara algérien à même d'élargir le périmètre d'expérimentation de l'aquaculture intégrée à l'agriculture dans cette région dotée d'importantes potentialités hydriques.

L'opération relative à l'ensemencement d'alevins de tilapia du Nil dans les bassins d'irrigation agricole du Sud se poursuit toujours dans la commune d'In Salah, à 700 km au nord de Tamanrasset. Des responsables de la chambre régionale interwilayas de la pêche et de l'aquaculture saharienne, basée à Ouargla, ont indiqué, avant-hier, qu'un lot de cette espèce de poisson africain expérimentée à travers le sud du pays a été introduit dans les bassins du Tidikelt. L'opération réalisée en coordination avec la chambre agricole de Tamanrasset et le Centre national de recherche et de développement des ressources halieutiques et de l'aquaculture saharienne vise ainsi à promouvoir ce créneau d'activité dans le Sahara algérien à même d'élargir le périmètre d'expérimentation de l'aquaculture intégrée à l'agriculture dans cette région dotée d'importantes potentialités hydriques et de structures techniques convenables à l'élevage de poisson. Cette expérience, qui en est à sa 4e étape après les trois premières lancées dans les périmètres agricoles de Tinarkoko et d'El-Maleh, situés respectivement à 5 et 7 km d'In Salah, intervient également dans le cadre de la concrétisation du plan aquapêche 2020 permettant au Tidikelt de

devenir un pôle d'aquaculture par excellence, ajoutent les mêmes responsables qui ont fait savoir, en outre, que les 50 aquaculteurs bénéficiaires de ce projet sont conviés prochainement à une session de formation sur les nouvelles techniques adoptées pour réussir l'élevage de poisson dans le Sud. Une centaine d'agriculteurs se sont également intéressés à cette filière prometteuse, notamment dans les communes d'In Salah, d'In Ghar et de Foggaret-Larab.

Selon le responsable de la Chambre régionale interwilayas de la pêche et de l'aquaculture sahariennes, Omar Chakhar, cité par l'APS, la production annuelle de poisson d'eau douce, notamment le silure et le tilapia, est estimée à 1 000 quintaux. Dans le cadre des efforts menés pour encourager l'investissement dans ce domaine, il a été recommandé d'encourager l'investissement à l'effet de propulser cette filière à travers l'intégration de nouvelles espèces de poisson dans les bassins d'irrigation répartis sur les grandes exploitations agricoles de la région, laquelle s'apprête à accueillir, les 25 et 26 décembre prochains, la 3e édition des journées de dégustation de poissons. Cette initiative vise inéluctablement à renforcer la production de poisson d'eau douce destinée à la consommation et à la commercialisation locale qui contribuera à la diversification des ressources de revenus pour les familles en milieu rural. Pour promouvoir la pratique de la pisciculture artisanale dans la région, l'association de l'aquaculture du Tidikelt s'engage, pour sa part, à organiser des ateliers de formation au profit des jeunes agriculteurs, avec le concours des techniciens spécialisés dans le domaine, en vue d'assurer l'encadrement.

[Skikda : le port d'Oued Zhor mis en exploitation](#)

Source : Liberté

Le secteur de la pêche dans la wilaya de Skikda a été renforcé par la mise en exploitation, hier, du port d'Oued Zhor, situé à 150 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, a-t-on constaté. L'opération de mise en exploitation de cette infrastructure portuaire a été présidée par le chef de l'exécutif local, Abdelhakim Chatter, au cours de sa visite de travail et d'inspection à la daïra d'Ouled Atia, dont relève administrativement la commune d'Oued Zhor. Le même responsable a insisté sur l'importance d'une exploitation optimale et maîtrisée de cette nouvelle infrastructure, d'autant plus, a-t-il ajouté, que la plupart des habitants de la région s'adonnent à l'activité de la pêche. Ce port de pêche est conçu pour abriter 24 sardiniers, 60 embarcations petits métiers, 62 bateaux de plaisance et deux voiliers de 20 mètres, selon les explications fournies sur place. La réalisation de ce port de pêche, confiée à une entreprise algéro-turque, vise notamment à doter cette partie du littoral, connue pour ses potentialités halieutiques, d'un site moderne répondant aux attentes des gens de la mer de cette localité balnéaire. L'infrastructure a été aménagée sur une superficie de 2,9 hectares avec un bassin pour bateaux de 3,3 hectares. Sa réalisation a été confiée à un groupement algéro-croate, nécessitant une enveloppe financière de 4 milliards de dinars, selon la même source. L'exploitation de cette infrastructure contribuera, a ajouté la même source, à la création de 60 postes de travail pour les pêcheurs des wilayas de Skikda et de Jijel.

Ce port contribuera également à l'organisation de l'activité de la pêche dans cette région enclavée et à la dynamisation de l'économie locale, a affirmé le directeur de la pêche et des ressources halieutiques.